

L'avenir de nos communes : celui de la « Smart City Attitude » ?



Lors du salon des mandataires du 16 février 2017, l'équipe du Smart City Institute présentera une étude scientifique proposant un état des lieux des Smart Cities en Belgique. La recherche, véritable baromètre de nos communes, est une première belge, voire même internationale. En effet, elle observe de manière quantitative le phénomène des villes intelligentes - de la perception à l'exécution en passant par l'initiation - en plongeant très précisément au cœur de la cible.

Comment les acteurs de nos villes appréhendent-ils le phénomène ? Que représente pour eux la Smart City - avant même de s'y frotter ? Qui est le moteur de ce bouleversement ? Quels sont les acteurs qui entourent les communes et comment s'organisent-elles pour mener à bien ces projets qu'elles considèrent comme une opportunité et qu'elles décrivent en majorité comme leur avenir ?

L'enquête, menée auprès des 589 communes belges, est considérée comme statistiquement représentative des réalités territoriales et institutionnelles belges.

Focus sur la « smart vie » des communes belges.

Les communes belges perçoivent, prioritairement, la Smart City comme un défi technologique.

Globalement, les communes belges perçoivent la Smart City, en priorité, comme un challenge technologique, ensuite une opportunité et, finalement, comme le futur des villes.

66% d'entre elles se sentent concernées par la problématique, mais le degré de pertinence du concept varie en fonction du caractère rural et du territoire concerné : communes rurales (34%), communes urbaines (77%) / communes flamandes (84%) et bruxelloises (88%), wallonnes (45%).

Selon Jonathan Desdemoustier, Chercheur-Doctorant au Smart City Institute, « *les territoires urbains concentrent une population plus nombreuse et hétérogène ainsi que de nombreuses dynamiques en place (économiques, culturelles, politiques et entrepreneuriales). C'est un paysage plus propice au changement que dans les communes rurales. Par contre, la transformation s'opère plus facilement dans une structure plus petite, caractéristique des zones rurales* ».

Idéalement, toutes les communes belges mentionnent que l'aspect humain (capital social, infrastructure humaine, créativité, diversité, éducation, connaissance...) devrait être une priorité dans la Smart City au-delà des perspectives technologiques et institutionnelles.

Nathalie Crutzen, Professeur et Directrice du Smart City Institute, ajoute : « *l'évolution du concept va également dans ce sens. Initialement, poussé par certaines multinationales et certains industriels, le phénomène Smart City se focalisait principalement sur l'utilisation des technologies (numériques) dans les villes. Cependant, le concept a évolué en associant une réflexion sur la gouvernance et la créativité, tout en mettant au centre l'humain et l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire. L'objectif ultime est de créer des territoires durables (développement économique, performance écologique et bien-être social). Une vraie Smart City se basera donc sur un mélange complexe de nouvelles technologies, de facteurs sociaux, humains, économiques, environnementaux et institutionnels. L'humain (via le mieux vivre ensemble, la gouvernance, la créativité) fait donc partie intégrante de la dynamique. Il est même un élément central puisque l'un des objectifs de la Smart City est d'améliorer sa qualité de vie* ».

Le secteur public reste le grand initiateur des Smart Cities en Belgique et plonge souvent dans l'aventure via des projets environnementaux.

Selon les personnes interrogées, ce sont majoritairement (80%) les autorités publiques locales qui embrayent sur les projets Smart City. Elles sont suivies de loin par le secteur privé (10%), la société civile (5%) et le secteur de la recherche (4%). Une fois le projet lancé, il est précisément porté par le bourgmestre de la commune (#1), l'administration et ses différents départements (#2), le conseil communal (#3) et le gouvernement régional et son administration (#4).

Quand elles se lancent dans l'aventure de la Smart City, les communes initient, en priorité, des projets dans les domaines suivants :

1. Smart Environnement (28%) : éclairage intelligent, efficacité énergétique, diminution de la pollution, ...
2. Smart Gouvernance (22%) : administration 2.0, ouvertures des données, décision participative, ...
3. Smart Living (17%) : logement, santé, culture, tourisme, ...
4. Smart Mobility (12%) : système de transport durable, multimodal et interconnecté, informations en temps réel, ...

Toujours selon les communes belges, le pouvoir public fédéral et le pouvoir public provincial sont les moins représentés sur le terrain. En ce qui concerne les acteurs privés, les communes belges les perçoivent actuellement comme peu impliqués dans les projets identifiés. Parmi ces acteurs, les plus cités par les communes sont les consultants alors que les multinationales sont, quant à elles, perçues comme les moins impliquées.

D'après Nathalie Crutzen, « il est démontré, dans la littérature et dans la pratique, que la transformation progressive de nos territoires vers plus d'intelligence et de durabilité requiert l'implication des diverses « sphères » de notre Société. On parle généralement du modèle des 4 hélices : (1) les pouvoirs publics, (2) les entreprises, (3) les universités et centres de recherche et (4) les citoyens. Il est intéressant de noter que, aujourd'hui, en Belgique, les gouvernements locaux portent la grande majorité des initiatives en impliquant finalement peu les autres acteurs tels que les entreprises, les universités ou les citoyens dans la gouvernance et le suivi des projets. Il est naturel (et essentiel) que les gouvernements locaux restent très impliqués mais ils doivent être bien conscients que certaines entreprises disposent de solutions ou proposent des services pertinents ou que des chercheurs ont développé une expertise intéressante pour favoriser cette transformation. Les citoyens doivent être aussi perçus comme des experts d'usage de la ville et comme une source de créativité dans la dynamique. Une approche « multi-acteurs » est réellement essentielle pour aborder les enjeux complexes des Smart Cities. Je pense qu'il faut notamment mettre en place des plateformes d'échange entre les divers acteurs (plateforme virtuelle ou organisation de rencontres/d'ateliers...) afin de créer un cercle vertueux et que tous les acteurs (et les citoyens en particulier) puissent activement contribuer à la transformation de leurs territoires. »

Les principales difficultés mises en avant par les communes interrogées sont :

1. La disponibilité des moyens financiers
2. Le manque d'expertise de l'administration ;
3. La complexité de mobiliser et de coordonner l'ensemble des acteurs.

Dans le but d'améliorer la mise en œuvre des projets Smart City, les communes belges interrogées proposent de mettre en place des outils (séances d'informations, workshops, formation, guide pratique, ...) à destination des pouvoirs publics locaux, des organismes parastataux (agences, intercommunales, ...) et des citoyens.

En vitesse de croisière, les villes réaffirment leur intérêt pour un avenir smart mais les stratégies spécifiques restent insuffisantes.

D'un point de vue stratégique, ce sont avant tout les autorités publiques communales (le collège communal, le bourgmestre et le conseil communal) qui gèrent la dynamique Smart City au sein de la commune.

Cette stratégie prend la forme d'un plan stratégique dédié à la thématique Smart city dans 13% des communes belges alors que 14% d'entre elles intègrent un volet à ce sujet dans leur stratégie globale.

La gestion opérationnelle de la stratégie Smart City est assurée par :

1. L'administration communale ;
2. Le(s) chargé(s) de projets Smart City ;
3. Personne.

Jonathan Desdemoustier explique : « *ces résultats mettent en évidence que lorsque que la Smart City Attitude n'a pas encore été adoptée d'un point de vue stratégique, la mise en oeuvre n'est pas organisée au sein de l'administration : personne ne gère ni ne coordonne la dynamique de manière opérationnelle* ».

On observe d'ailleurs, au travers de cette étude, que 17 communes belges (9 communes wallonnes, 6 communes flamandes et 2 communes bruxelloises) ont engagé un chargé de projets Smart City. De plus, 59% des chargés de projets travaillent au sein du département stratégique de leur commune.

Alors qu'il semble ressortir de cette enquête qu'aucune commune n'a mis en place un département ou service dédié à la gestion de la stratégie Smart City, aucune ne semble intéressée à en développer un à l'avenir.

De plus, parmi les villes n'ayant pas encore de responsable de projets Smart City, aucune n'a pour objectif d'en engager un.

Mais, finalement, ce sont tout de même 17% des communes interrogées qui ont l'intention d'écrire un plan stratégique dédié à l'élaboration de la Smart City.

Pour conclure, Nathalie Crutzen rassure : *« je suis convaincue que le phénomène Smart City n'est pas une simple tendance, mais bien une véritable lame de fond qui va fondamentalement changer la vie sur nos territoires. Ce baromètre a permis de prendre le « pouls » des dynamiques Smart City en Belgique. Cette étape était très importante car, alors qu'on parle beaucoup de ce phénomène qui concerne toutes nos communes, nous n'avions jusqu'ici pas de statistiques généralisables permettant de faire le point sur la situation. Sur base des résultats de cette étude, je ne peux qu'encourager les acteurs à se parler davantage et à se mobiliser pour, ensemble, créer les « territoires du futur » tout en laissant l'humain au centre des préoccupations. »*

Qui sommes-nous ?

Le **Smart City Institute** est un institut académique dédié à la thématique des villes durables et intelligentes (« smart cities » en anglais) qui repose sur un partenariat original entre une université et son École de Gestion (HEC Liège), quatre entreprises privées (Accenture, Belfius, Proximus et Schröder) et la Wallonie dans le cadre de Digital Wallonia.

Cet institut universitaire a pour ambition de stimuler la recherche, la formation, l'innovation et l'entrepreneuriat dans le domaine de la « ville intelligente » et propose d'aborder cette thématique selon un angle managérial (et pas uniquement technique) tout en affichant une réelle volonté d'ouverture multidisciplinaire.

Pour mener à bien cette mission, le Smart City Institute s'articule autour de trois piliers complémentaires : la **recherche**, l'**enseignement** et l'**entrepreneuriat**. Ces piliers sont soutenus par des activités transversales de **sensibilisation**.

De façon concrète, le Smart City Institute :

- Publie des rapports de recherches scientifiques sur la thématique de la ville intelligente (ex. le baromètre des communes belges).
- Lance une formation sur le Management des Smart Cities organisée en collaboration avec HEC Liège Executive School. Elle propose à ses participants d'aborder les points essentiels de la Smart City, au travers, notamment des six axes principaux (smart mobility, smart living, smart economy, smart environment, smart people et smart gouvernance) tout en traitant de la question technologique, des nouveaux business models, du financement et de la stratégie.
- Soutient l'innovation et l'entrepreneuriat dans le domaine des « Smart Cities »
- Organise un événement annuel lors duquel des scientifiques et des praticiens sont amenés à discuter et à échanger sur la thématique des Smart Cities.
- Développe plusieurs projets didactiques pour motiver les communes belges à prendre part à la dynamique des smart cities.

Au niveau de sa portée géographique, le Smart City Institute contribue activement à la dynamique « Smart Cities » et « Smart Region » en Wallonie et mène également des projets à vocation nationale et internationale.

Contacts presse :

Pauline Naisse – Smart City Institute – 04 232 73 55 – pauline.naisse@ulg.ac.be